

roi et qu'on ne saurait douter en ce moment du côté où se trouve notre devoir. Notre longue et honorable histoire témoigne éloquemment en notre faveur. Nous pouvons dire sincèrement que, si notre pays est menacé par un ennemi du dedans ou du dehors, s'il est vrai que nos libertés, nos institutions et notre existence sont véritablement en danger, dans ce cas, chaque Canadien français, jeune ou vieux, approuverait et appuierait toute mesure destinée à assurer le maintien de notre situation de nation libre dans le commonwealth britannique et à sauvegarder l'inviolabilité absolue de notre territoire.

Monsieur l'Orateur, j'ai un jour dans cette Chambre—et je ne le regrette pas—exprimé des opinions nationalistes. Je suis encore, au fond, un nationaliste. Je prétends toutefois être aussi un bon Canadien. Et je n'ai aucune honte à faire taire mes principes nationalistes pour la durée de cette guerre. J'ai déclaré en cette enceinte que, selon moi, le Canada n'est pas nécessairement en guerre quand la Grande-Bretagne est en guerre, et j'ai proclamé que nous devrions être maîtres de nos propres destinées et que nous ne devrions ni ne pourrions accepter docilement de personne autre notre politique étrangère. Je soutiens encore qu'on ne peut faire de nous des pions déplaçables à merci sur l'échiquier international. Telle est encore ma ferme opinion, et je n'ai aucune excuse à faire pour l'avoir exprimée en temps de paix. De plus, je crois et j'ai toujours cru qu'en vertu du droit international nous aurions pu proclamer notre neutralité, pourvu que nous eussions les moyens de la défendre. Mais la discussion de ces idées ne servirait à rien, car la question même de choisir entre la neutralité et la guerre a été décidée par notre Gouvernement et nous voilà rangés du côté de la Grande-Bretagne et de la France. Le Gouvernement d'aujourd'hui a une forte majorité. Je ne doute aucunement qu'il se déclare capable d'accepter devant les électeurs la pleine responsabilité de ce qui va se faire.

Je ne crains pas d'affirmer ici que si la France et la Grande-Bretagne avaient conclu une alliance avec la Russie soviétique, j'aurais douté de leur sincérité comme défenseurs du christianisme et je me serais opposé à la participation, car j'aurais considéré une telle alliance comme la prostitution des principes chrétiens, de la liberté collective et individuelle que nous nous sommes maintenant engagés à sauvegarder et à défendre. Les procédés raffinés de duperie auxquels le gouvernement russe a évidemment recours devraient suffire à nous démontrer ce à quoi nous pouvons nous attendre si nous permettons au communisme de s'infiltrer chez nous. Le communisme saperait tout simplement les

bases de notre édifice national et nous devrions le considérer comme l'ennemi du Canada au même titre que le nazisme. Au fond, ces deux idéologies erronées n'en font qu'une et il surgit un nouveau danger du fait qu'elles ont décidé de faire cause commune en Europe et elles s'allieront sûrement chez nous si nous n'enrayons pas leur progrès. Et cependant il y a au Canada des personnes encore assez effrontées pour glorifier les principes communistes que prônent leurs camarades de Russie.

J'appuie sans réserve la déclaration qui veut que nous soyons en guerre, pas autant parce que nous faisons partie du Commonwealth des nations britanniques libres, mais parce que le Gouvernement a déjà annoncé au monde que le Canada se rangeait aux côtés de la Grande-Bretagne. A mon humble avis, c'est là un engagement formel auquel nous ne saurions nous soustraire. Le Gouvernement a parlé au nom de la nation et nous sommes engagés sur notre honneur, de façon définie et irrévocable, par la déclaration et les actes de notre Gouvernement.

Personnellement, je suis profondément désolé que tous les hommes et l'argent sacrifiés au cours de la dernière guerre n'aient pas suffi à nous assurer une paix durable. Il est indubitable qu'une fois le conflit actuel terminé, le Canada réclamera une définition plus précise de son statut international, afin de n'être pas éternellement sujet aux caprices de la diplomatie européenne. Mais cela ne change rien à la situation actuelle dans le domaine international. Nous devons nous préparer à une guerre prolongée contre un ennemi perfide, inhumain et diaboliquement intelligent.

Il incombe maintenant au Parlement de décider dans quelle mesure et de quelle façon le Canada collaborera avec ses alliés. Je suis d'avis que, bien que précieuse et constante, cette collaboration ne devra pas nuire à l'unité et à la paix au sein même de la nation, ni amener notre ruine financière ou économique. Notre désir de sauvegarder les intérêts vraiment canadiens devrait passer avant celui d'aider nos alliés, car nous ne devons pas oublier que nous nous devons d'abord au Canada; nonobstant tout ce que l'on a pu dire, c'est le Canada que nous avons fait serment d'honorer et de défendre en premier lieu. Cependant, on ne devrait rien faire de nature à affaiblir le lien britannique, et nous devrions procéder de manière à convaincre tous les Canadiens que c'est un privilège et un honneur d'appartenir au commonwealth et non un fardeau. On ne devrait recourir à aucune méthode de coercition qui ressemblerait même de très loin aux procédés nazistes.— Il est plus que jamais temps de faire l'inventaire de nos ressources financières et de voir quel est